

## CHAPITRE 1

### LA DISTRIBUTION D'ELECTRICITE EST UN SERVICE PUBLIC LOCAL

En France, tout au long du vingtième siècle, **l'organisation de la distribution locale d'électricité** a connu de profondes mutations.

Celle-ci a d'abord été marquée par le rôle important accordé à l'entreprise privée, jusqu'à la loi de nationalisation de 1946, puis par la prédominance de l'Etat jusqu'aux lois de décentralisation et, enfin, par le retour de l'intervention des communes grâce à la renégociation des contrats de concessions au cours de ces dix dernières années.

#### L'ORGANISATION DE LA DISTRIBUTION D'ELECTRICITE

En vertu du principe posé dans la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, **celle-ci relève de la compétence des collectivités locales.**

Après une première période marquée par des concessions accordées pour l'essentiel à des sociétés privées, la loi de nationalisation de 1946 a confirmé l'existence du régime de la délégation de service public, sans laisser la possibilité à l'autorité concédante de choisir un concessionnaire différent d'EDF.

Cet opérateur s'est vu confier, sur l'ensemble du territoire métropolitain, un monopole en matière de distribution, avec pour seule exception la faculté de maintenir les régies - et autres entreprises analogues (SEM, Sicae) - qui existaient en 1946.

### LA DISTRIBUTION D'ELECTRICITE EN QUELQUES GRANDES DATES

**1906** : la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie reconnaît aux communes le pouvoir concédant en matière de distribution d'électricité.

**1934** : création de la FNCCR.

**1936** : création du Facé (Fonds d'amortissement des charges d'électrification).

**1946** : la loi de nationalisation de l'électricité confirme les compétences des communes, autorités organisatrices de la distribution, et l'existence du Facé.

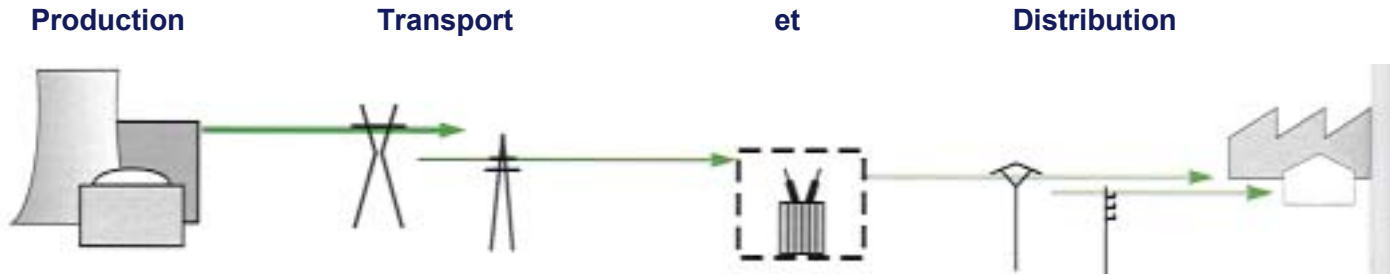
**1992** : un modèle de contrat de concession, négocié entre EDF et la FNCCR, marque le renouveau du pouvoir concédant.

**1996** : publication de la directive européenne 96/92/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité.

**2000** : la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité renforce les attributions des autorités concédantes de la distribution.

## DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR D'ELECTRICITE

Le système électrique national est organisé en **trois grands secteurs d'activité** :



### Production

A l'amont, les centrales produisent l'électricité à partir de différentes sources d'énergie, dont la plus importante est actuellement le nucléaire (76% en 1998 et en 1999), devant l'hydraulique (13% en 1998 et 15% en 1999) et le thermique classique (11% en 1998 et 9% en 1999).

### Transport

Une fois produite, l'électricité est transportée sur :

- . le réseau de grand transport et d'interconnexion à 400 000 volts (THT) utilisé pour amener l'énergie jusqu'aux zones régionales de consommation et assurer les échanges avec les pays voisins ;
- . les réseaux de répartition à 225 000 (THT), 90 000 et 63 000 volts (HT), qui acheminent le courant jusqu'à proximité des centres de consommation (agglomérations, grandes industries).

Ces différentes catégories de lignes constituent le réseau d'alimentation générale (RAG) concédé par l'Etat à EDF.

### Distribution

La répartition et la livraison du courant électrique aux 30 millions de consommateurs s'opèrent en cascade, à travers des postes de transformation situés aux embranchements du réseau.

A l'aval, les réseaux de distribution publique (RDP) à 20 000 volts (MT) et à 230/400 volts (BT), qui appartiennent aux communes et à leurs syndicats d'électricité, sont utilisés pour acheminer le courant jusqu'aux consommateurs finals (les abonnés domestiques, tertiaires et les PME/PMI).

## CHAPITRE 2

### UNE COMPETENCE SURTOUT EXERCÉE AU NIVEAU INTERCOMMUNAL

En réalité, la plupart des communes n'exercent pas, chacune de manière isolée, leurs attributions en matière d'électricité, mais adhèrent à des **syndicats intercommunaux** regroupant fréquemment l'intégralité ou la quasi totalité des communes du département, auxquels elles ont transféré leurs compétences.

A ce titre, ces syndicats négocient et passent un contrat de concession avec EDF, dont ils contrôlent ensuite le bon accomplissement.

La plupart des contrats de concession passés avec EDF ont une nature mixte : ils tiennent à la fois du régime de la concession et de celui de l'affermage. La loi de nationalisation a en effet confirmé la possibilité pour les collectivités concédantes de réaliser des travaux sur leurs réseaux.

#### TROIS GRANDES PÉRIODES

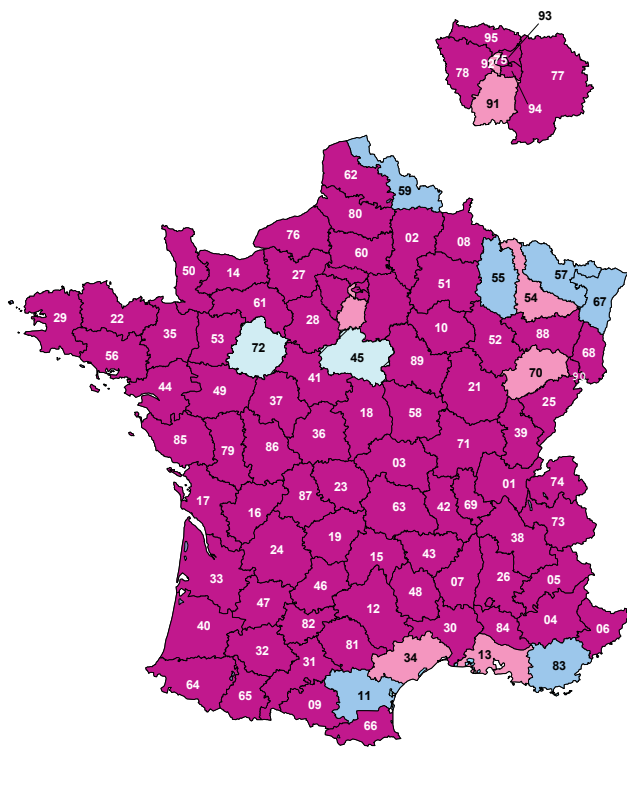
Trois grandes périodes sont à l'origine de la création de la plupart des **85 grands syndicats départementaux ou supradépartementaux d'électricité actuels** :

- une première période, qui s'étend de la création de la FNCCR, en 1934, jusqu'au début de la seconde guerre mondiale ;
- une deuxième période, s'inscrivant à la fois dans le prolongement de la précédente et de la loi de nationalisation de 1946, jusqu'au milieu des années cinquante ;
- une troisième période enfin, de 1992 à nos jours, marquée par le renouveau du pouvoir concédant grâce la publication d'un nouveau modèle de cahier des charges de concession.

#### INTERCOMMUNALITE ET ELECTRICITE

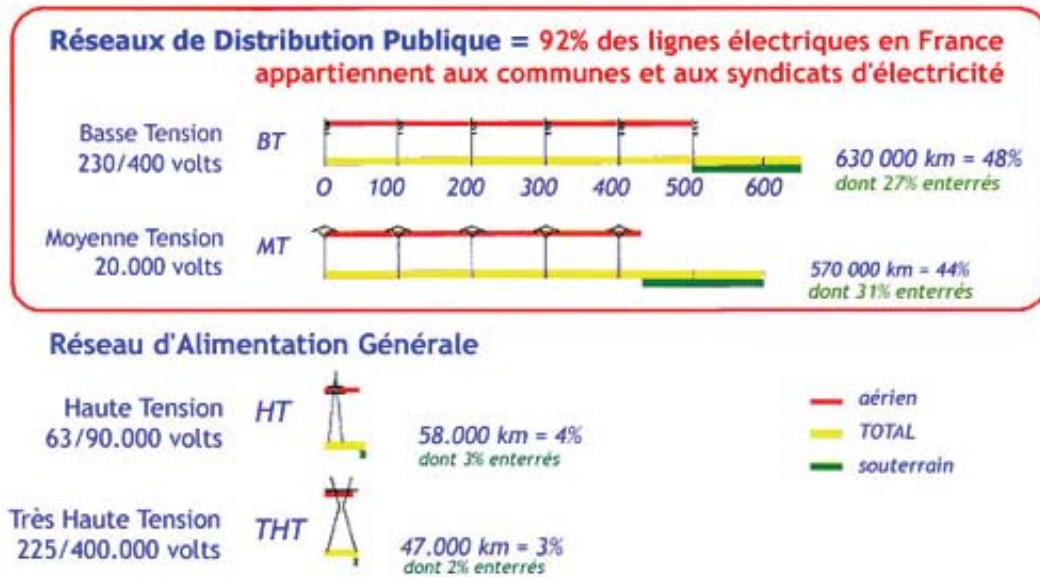
Le regroupement des communes en **syndicats d'électricité** est directement lié aux grandes évolutions qui ont forgé ou qui ont modifié l'organisation du système électrique français.

#### Communes regroupées en syndicats pour l'exercice du pouvoir concédant en matière de distribution d'électricité



- plus de 90% des communes
- entre 50% et 90% de communes
- moins de 50% de communes
- départements où le pouvoir concédant est exercé par le Conseil général

## LE STATUT JURIDIQUE DES RESEAUX ELECTRIQUES



En dehors de quelques très rares lignes privées, dont la construction doit donner lieu à une autorisation délivrée sous la forme d'une permission de voirie, les réseaux de transport et de distribution d'électricité relèvent du régime de la concession de service public :

- à la faveur d'une mesure législative intervenue à la fin de l'année 1997, les lignes à très haute et haute tension (THT et HT) constituent la propriété d'EDF et sont exploités par RTE ;
- en vertu des dispositions inscrites dans les cahiers des charges de concession, les lignes à moyenne et basse tension (MT et BT), qui forment **les réseaux de distribution publique (RDP) d'électricité, appartiennent aux autorités concédantes**. Par principe, font partie des réseaux de distribution publique les ouvrages dont la tension est inférieure à 63 000 volts, soit environ 1 200 000 km de lignes (92% sur les 1 305 000 km composant l'ensemble du réseau électrique national).

## CHAPITRE 3

### L'IMPORTANCE DU ROLE DES ELUS LOCAUX DANS L'ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC

Depuis la loi du 15 juin 1906, la distribution publique de l'électricité est placée sous la responsabilité des collectivités locales (communes, départements ou établissements publics de coopération).

La gestion de ce service public local est soit confiée à un concessionnaire (aujourd'hui EDF pour 93% des communes), soit assurée directement en régie par la collectivité. Dans tous les cas, il appartient aux élus d'assurer le contrôle de la bonne exécution du **service public**.

Le début du renouveau du pouvoir concédant en matière de distribution d'électricité date de 1992, avec la publication d'un modèle de contrat de concession qui représente un élément clé de la modernisation des relations contractuelles avec EDF.

Depuis cette date, la plupart des contrats de concession ont été renégociés. Huit ans après ce renouveau, les échanges d'idées et d'expériences entre les syndicats d'électricité ont contribué à leur faire prendre conscience de l'importance de leur rôle comme représentants des citoyens-consommateurs.

#### UN SERVICE PUBLIC A TROIS ACTEURS

Le service public de l'électricité fait intervenir trois acteurs :

- **l'Etat** détermine les règles générales et fixe les tarifs ;
- **la collectivité concédante** fixe les dispositions locales, telles que celles relatives à la qualité du service et du produit, à la protection de l'environnement, et contrôle l'exécution du service public ;
- **le concessionnaire** exécute la mission de service public dans le cadre défini par l'Etat et la collectivité concédante.

#### LE CONTENU DU CONTRAT DE CONCESSION

Le contrat de concession fixe :

- **les objectifs de gestion** du service public de la distribution d'électricité ;
- **les obligations de résultat** qui s'imposent au concessionnaire EDF ;
- **les moyens de contrôle** par l'autorité concédante.

Il comprend des clauses essentielles pour les abonnés, portant notamment sur la qualité de l'électricité distribuée (tension, fréquence, coupures...) et du service rendu (raccordement au réseau, compteurs, conditions de paiement, conseils d'utilisation...).

Il traite également de sujets d'intérêt général, comme la dissimulation des lignes électriques inesthétiques, la production locale d'électricité, l'utilisation des énergies renouvelables, ou encore la coordination des travaux qui permet de limiter la gêne des riverains.